

PLACE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS UN MALI DE RÉFORMES INSTITUTIONNELLES POUR UNE RELANCE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Souleymane SANOGO

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

ssanogo@hotmail.com

Résumé : Le Mali, pays enclavé, traverse une période cruciale de ses réformes institutionnelles gage d'une relance socio-économique. Le développement économique d'un pays est lié à l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles qui favorisent la croissance de la production. Ces transformations ne peuvent se réaliser sans une formation de qualité bien souvent garantie par l'enseignement supérieur. L'éducation étant une chaîne, la qualité de la formation à tous les autres niveaux est fortement liée au bon niveau des fruits des universités et des grandes écoles. Mais le système éducatif souffre de certaines difficultés, entre autres l'insuffisance des structures d'accueil et des équipements, celle des enseignants qualifiés. L'objectif de notre étude est de faire ressortir l'importance de la qualité de l'éducation et de la formation supérieure dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Mali. Les résultats relèvent d'une analyse des données secondaires des ministères de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. En plus de ces données une enquête a été menée auprès de 300 enseignants pris aléatoirement dans les différentes facultés, grandes écoles et instituts de Bamako. L'étude montre que l'éducation formelle ou non formelle est l'un des leviers d'actions privilégiés de toute politique de développement. La qualité de l'enseignement supérieur du Mali est corrélée à la qualité des structures (salles de classes, équipements, sécurité, etc.), de la gouvernance, et des ressources humaines qui en dépendent. La participation de l'enseignement supérieur est impérative pour la réussite des réformes institutionnelles au Mali.

Mots clés : réformes, formation, enseignement supérieur, développement, Mali.

THE PLACE OF HIGHER EDUCATION IN A MALI OF INSTITUTIONAL REFORMS FOR SOCIO-ECONOMIC REVIVAL

Abstract : Mali, a landlocked country, is going through a crucial period of institutional reforms, a guarantee of socio-economic revival. The economic development of a country is linked to all the technical, social, territorial, demographic and cultural transformations that promote production growth. These transformations cannot be achieved without quality training, in the heart of which stands higher education. Education being a chain, the quality of training at all other levels is strongly

linked to the good level of the products of universities and schools of higher education. However, the education system suffers from certain difficulties, including the lack of facilities, qualified teachers, and equipment. The objective of our study is to highlight the importance of the quality of education and higher education in achieving the SDGs in Mali. The results are based on an analysis of secondary data from the Ministries of Education, Higher Education and Scientific Research. In addition to these data, a survey was conducted with 300 lecturers randomly selected from the various faculties, schools of higher education and institutes in Bamako. The study shows that formal and non-formal education is one of the main levers of action for any development policy. The quality of higher education in Mali is linked to the quality of structures (classrooms, equipment, security, etc.), governance, and human resources. The participation of higher education is a must for successful institutional reforms in Mali.

Keywords: reforms, training, higher education, development, Mali

Introduction

Le Mali, pays de l'Afrique de l'Ouest est fondé sur une diversité ethnique et culturelle. Pays continental, faisant frontière avec sept pays dont cinq de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), traverse une période cruciale de son existence avec ses voisins membres de la CEDEAO. Les dirigeants de ces pays ont imposé un embargo au Mali et en collaboration avec les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ont infligé des sanctions de transaction monétaire contre le pays sous prétexte de pousser les autorités militaires à rendre le pouvoir aux civils dans un délais préalablement établi avec les anciennes autorités de la transition. Ces sanctions peuvent rendre complexe la gestion des affaires du pays si les actuels dirigeants n'arrivent pas à trouver le plus rapidement une solution pour les contrer. Ainsi, les autorités de la transition ont pris l'initiative de faire des réformes institutionnelles socio-économiques pour prétendre amoindrir les effets de l'embargo. Ces réformes visent à corriger les insuffisances constatées dans la gestion du pays depuis l'avènement de la démocratie au Mali. Selon Sy, O. (2021), les réformes dont le Mali a besoin sont de longue durée, et ce n'est pas la mission de la transition. Elles doivent être des réformes refondatrices. En nous référant à ce qui précède, les réformes que préconisent les autorités de la transition n'auront pas d'effets à long terme car les problèmes de gestion du pays

sont complexes. Depuis l'avènement de la démocratie en 1991, le pays connaît de nombreux dérapages dans la gestion de ses affaires. La démocratie a permis la création de plus de deux cent partis politiques. La presse écrite et audiovisuelle, les écoles privées et communautaires, les structures de santé privées, bref, le secteur privé s'est développé. Mais force est de reconnaître qu'au lieu que cela soit un avantage du décollage économique ou une amorce au développement du pays, c'est l'anarchie qui prend de l'ampleur. Au Mali, les partis politiques sont devenus des organisations à but lucratif au vue de tout le monde. Les partis ne sont plus financés par les fonds récupérés sur la vente des cartes d'adhésion, de cotisation des membres, ..., mais sur octroi de subventions publiques. Donc pour devenir riche, il faut créer un parti politique pour avoir la subvention de l'Etat. Des milliards sont débloqués pour le financement des partis afin qu'ils aient une vocation à contribuer à l'édification de l'Etat de droit et à la consolidation de la démocratie. Les partis politiques doivent assurer la formation civique de leurs membres, en conformité avec les principes moraux et sociaux aptes à forger des citoyens conscients de leurs devoirs envers la collectivité nationale, mais malheureusement le citoyen lambda ignore la portée de ces fonds. La gestion de cette subvention publique a poussé certaines Organisations civiques et politiques à réclamer une révision des conditions d'octroi des subventions publiques aux partis politiques. Quelles sont les réformes qui doivent être mises en place pour trouver des solutions aux maux cités précédemment ? Quel rôle doit jouer l'enseignement supérieur dans l'élaboration et la mise en place de ces réformes ?

L'université étant le lieu de formation des formateurs, devrait avoir une place prépondérante dans la formation des ressources humaines de qualité chargées à mettre en place des réformes souhaitables. Selon Akkari, A. (2015), la qualité de la formation dépend de la qualification et de la compétence des enseignants. Pour prétendre résoudre les problèmes qui gangrènent le Mali, il faut un enseignement de qualité à tous les niveaux du système éducatif. Les maux comme le népotisme, le favoritisme, l'injustice, l'impunité, ..., ont pris une place importante en rendant la gestion du pays opaque. De nombreux soulèvements des populations de la société civile, des partis politiques de l'opposition, des syndicats, des associations religieuses et estudiantines qui ont conduit à plusieurs coups d'Etat de 1991 à nos jours.

Il faut noter également en plus de ces problèmes citer ci-dessus, le Mali est envahi par des théoristes, des djihadistes, des bandits de tout acabit. Les causes de ces problèmes multiples sont nombreuses et la non maîtrise de cela rend la résolution complexe. Sachant qu'il n'y a pas de développement sans paix, les autorités ont préconisé un certain nombre de réformes pour prévenir et résoudre ces problèmes épineux et prétendre à une amorce de développement économique. Cette amorce économique se fera difficilement sans des ressources humaines de qualité. En paraphrasant l'adage chinois qui dit quand on veut tuer un pays ou un Etat, il ne s'agit pas de lui déclarer une guerre mais il suffit de détruire son système éducatif. L'enseignement supérieur étant au cœur du développement, est-ce que les réformes souhaitées peuvent se faire sans implication des universitaires ? Ce pays enclavé, traverse une période cruciale de ses réformes institutionnelles gage d'une relance socio-économique. Pour son bon fonctionnement, le Mali a besoin des réformes politiques et institutionnelles. Contrairement Sy, O. (2021), la plus part des groupements des sociétés civiles, des syndicats et même des partis politiques insistent sur la nécessité de réussir ces réformes pendant cette période de transition. La grande partie de la population malienne pense que la réussite des autorités transitoires est conditionnée par la mise en place de ces réformes. Elles sont entre autres la révision de la Constitution de 1992 ; la relecture de la charte des partis politiques ; la révision de la loi électorale ; la relecture de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ; la création de l'organe unique de gestion des élections ; la réforme du système éducatif et universitaire ; etc.

Le développement économique d'un pays est lié à l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles qui favorisent la croissance de la production. Ces transformations ne peuvent se réaliser sans une formation de qualité garantie par l'enseignement supérieur. L'éducation étant une chaîne, la qualité de la formation à tous les autres niveaux est fortement liée au bon niveau des fruits des universités et des grandes écoles. Mais le système éducatif souffre de certaines difficultés entre autres l'insuffisance des structures d'accueil, des enseignants qualifiés, des équipements, etc.

L'objet de cette étude est de faire ressortir l'importance de la qualité de l'éducation et de la formation supérieure dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Mali. De façon spécifique de montrer la relation

prépondérante entre la qualité des ressources humaines formées et la mise en place des réformes souhaitées et de faire ressortir l'importance de la qualité de la formation supérieure pour toute relance économique du Pays.

L'atteinte de ces objectifs, conduit à émettre l'hypothèse principale suivante : l'enseignement supérieur est incontournable pour le Mali dans la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD). En clair la réussite de réformes institutionnelles du Mali est corrélée à la qualité de formation des ressources humaines chargées de les mettre en œuvre de même le développement économique du Mali est lié à la qualité de la formation de l'enseignement supérieur.

La démarche adoptée qui nous permettra de pouvoir infirmer ou confirmer l'hypothèse émise est décrite dans la méthodologie.

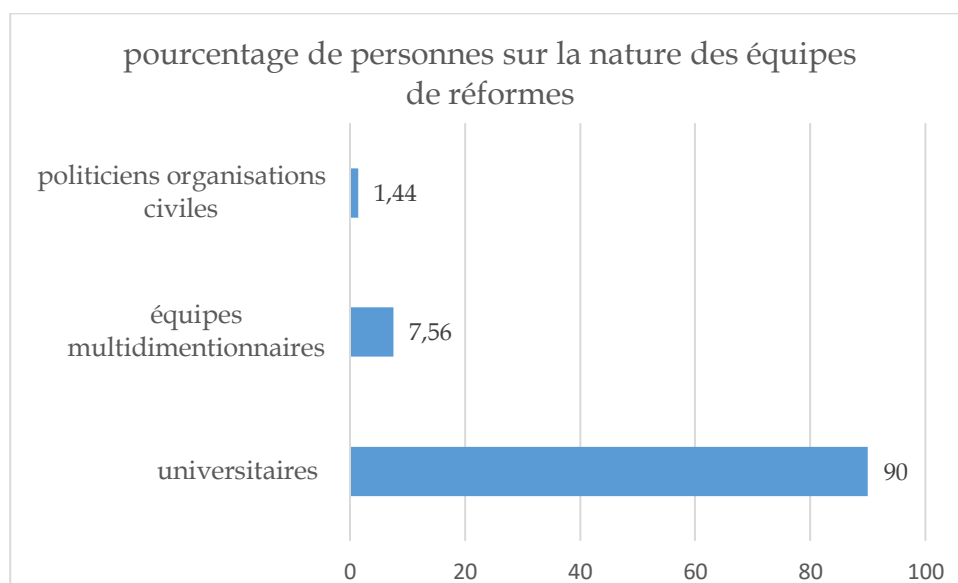
1. Méthodologie de recherche

Une analyse des informations recueillies auprès des ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique, du ministère chargé des Réformes politique et Institutionnelles a été faite. Outre ces données secondaires, un questionnaire a été élaboré et enregistré auprès de trois cent professeurs et administrateurs universitaires pris aléatoirement dans les différentes facultés, grandes écoles et instituts qui sont à Bamako. Ce travail d'enquête (quantitative et qualitative) sur le terrain a été mené par une équipe de cinq (05) jeunes diplômés en science de l'éducation et supervisé par un économiste Enseignant-Assistant. Les analyses de la statistique descriptive ont été effectuées à l'aide du logiciel Excel.

2. Résultats et discussions

Le graphique n°1 met en relief les informations cueillies auprès des personnes enquêtées.

Graphique 1 : présentation en pourcentage des personnes enquêtées sur la nature des équipes de réformes



Source : construit par l'auteur à l'aide des données de l'enquête

Les 90 % des enseignants et administrateurs universitaires pensent qu'il ne peut avoir de réformes de qualité sans l'implication des universitaires. Près de 8 % des personnes interrogées sont favorables pour des réformes mais qu'elles soient l'œuvre d'équipes multidimensionnelles. Signalons que moins de 2% des interviewés pensent que les réformes concernent uniquement les politiciens. Ce résultat est important car ce sont des enseignants et administrateurs des universités et grandes écoles du Mali qui y pensent comme ça.

Pour mettre en place des réformes institutionnelles à hauteur de souhait, il est nécessaire et indispensable d'avoir des ressources humaines capables de faire un travail appréciable. La qualité des réformes est liée à la qualité des ressources humaines déployées et cela est le résultat de la formation académique performante reçue. L'enseignement supérieur est le niveau de formation spécialisé dans la formation des formateurs donc il est au cœur de la qualité des ressources humaines du pays. Les Hommes politiques ou les élus manquent souvent de qualification et sont souvent les agents utilisés pour mettre en place des réformes en lieu et place de techniciens spécialistes. Une équipe de réforme doit être composée de spécialistes multidimensionnels au lieu de juristes ou économistes par exemple.

L'analyse des données du ministère de l'enseignement supérieur montre que plus de la moitié des enseignants du supérieur doivent être cadrés et formés. Le tableau montre que le personnel enseignant au niveau de l'enseignement supérieur est constitué de plus de 80% d'Assistants et de Maîtres-Assistants. Dans les normes académiques les enseignants de grade Assistant ne doivent pas dispenser des cours magistraux à l'université mais avec le manque de personnel qualifié ils sont les plus nombreux.

Tableau : Pourcentage du personnel enseignant enquêté en fonction des grades

Catégories d'enseignants	Nombre d'enseignants enquêtés	Pourcentage
Assistants	185	62%
Maîtres-Assistants	70	23%
Maîtres de Conférences ou agrégés d'universités	40	13%
Professeurs titulaires	5	2%
Total	300	100%

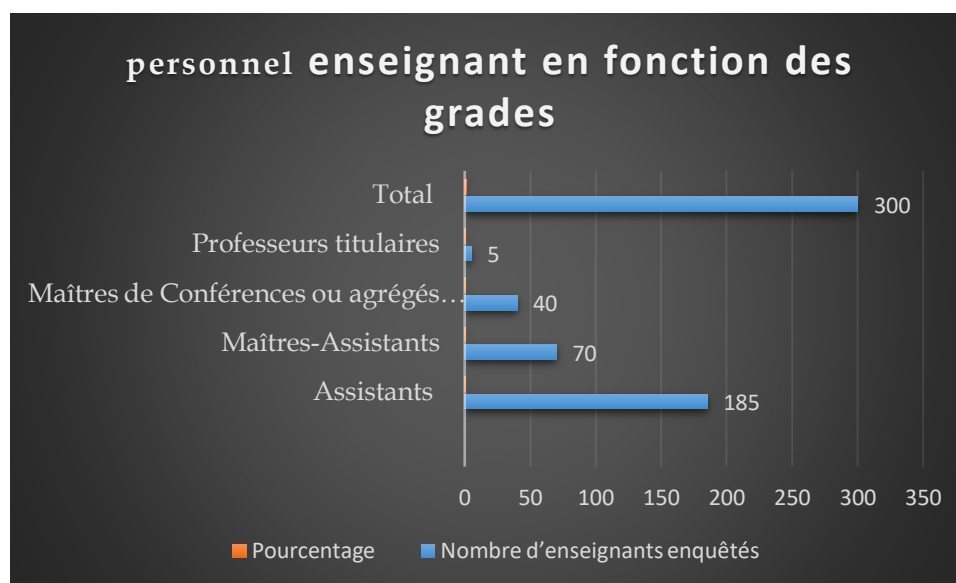
Source : construit par l'auteur à l'aide des données de l'enquête

Le problème de formation des enseignants demeure crucial dans un pays comme le Mali qui est à la recherche d'un redressement de sa formation scolaire et universitaire. Sachant que le système de formation est une chaîne, la défaillance d'un niveau d'enseignement influe sur la qualité de l'ensemble de la formation académique. Ainsi, la défaillance de la qualité de la formation des enseignants de l'école fondamentale est due en majeure partie aux lacunes de formation soit au niveau secondaire ou supérieur. L'école malienne dans son entièreté souffre de nombre insuffisant d'enseignants. Bien que les universités publiques du pays aient plus d'une vingtaine d'années d'existence, les ressources humaines qualifiées font encore défaut puisque le constat établit une insuffisance de professeurs agrégés et Titulaires.

Si les autorités maliennes veulent mettre en place des réformes institutionnelles crédibles dans le pays pour son décollage économique, elles doivent mettre l'accent

particulièrement sur la formation de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Graphique 2 : présentation du personnel enseignant en fonction des grades



Source : construit par l'auteur à l'aide des données d'enquête.

Les résultats de l'enquête montrent que seulement 13 % des enseignants du supérieur ont le grade de maître de conférences. Malheureusement la plupart de ces enseignants occupent des postes administratifs et ne peuvent ni donner les cours ni encadrer les assistants à cause de leurs charges administratives. Au Mali, la majeure partie des cours magistraux est dispensée par des assistants (62 %) dont les 50% n'ont pas encore soutenu de thèse doctorale. Il faut noter également que les assistants sont composés d'enseignants détenteurs de Master, de Diplôme d'Etude Approfondie (DEA) et de doctorat. En plus de la défaillance de la qualification des enseignants, il faut noter l'insuffisance des effectifs. Un seul enseignant peut se retrouver avec des heures supplémentaires qui dépassent ses heures normales c'est-à-dire que le même formateur se trouve avec une charge de travail de plus deux enseignants de même catégorie.

Pour un Mali, à la recherche d'un écollage économique se trouve dans une obligation de mettre en place des réformes institutionnelles crédibles. Il est donc impérieux de mettre en place des réformes au niveau du système éducatif malien pour améliorer la qualité de la formation universitaire. Si, l'université est le lieu de

la formation des formateurs par excellence, les ressources humaines employées pour les réformes institutionnelles du pays doivent être des universitaires ou des agents ayant une certaine expertise dans le domaine de réformes. La chaîne de formation fait que l'enseignement supérieur demeure le socle du développement. Ce qui nous renvoie à discuter d'un certain nombre de questionnements :

La réussite des réformes préconisées par les autorités maliennes dépend-elle de la qualité des ressources humaines chargées de les mettre en place ? Est-ce que la mise en place des réformes de qualité est synonyme de bonne application ? La qualité de l'éducation de base au Mali repose-t-elle sur la qualité de ses enseignants ? L'enseignement supérieur est-il responsable de la qualité de formation de toute la chaîne de l'éducation ? Le développement du Mali est-il conditionné à la mise en place de ces réformes institutionnelles ?

Conclusion

Il ressort de ce travail que des efforts doivent être déployés non seulement par les partenaires de l'éducation et l'enseignement supérieur pour prétendre à une amorce du développement. L'enseignement supérieur étant la crème du savoir, il ne saurait avoir de réformes de qualité sans les produits des universités et de grandes écoles performantes du pays. La recherche est à la base de tout développement, donc il faut du personnel de qualité dont la formation relève de l'enseignement supérieur. Sachant que l'éducation formelle ou non formelle est l'un des leviers d'actions privilégiés de toute politique de développement, les autorités du pays doivent tout mettre en œuvre pour des réformes réussies en mettant les universitaires au cœur de celles-ci.

Pour l'atteinte des objectifs de développement durable, les autorités du Mali doivent mettre un accent particulier sur la formation et la recherche gage de tout décollage économique.

Références bibliographiques

- SY, O. (2021), réformes Institutionnelles au Mali, Bamako, 2021.
- Antonio N. (2020) « notion de réforme en éducation est-elle encore pertinente aujourd'hui ? », revue internationale d'éducation de sèvres ? » 83/2020, 23 - 31
- Akkari, A. (2015), « les enseignants et la qualité de l'éducation de base en Afrique Sub-saharienne, Genève, 2015.
- Kinamu, E. M., (2014), « Les impacts du ratio élèves/enseignant et des dépenses par élève sur le niveau d'instruction en Afrique du Sud, 2014.
- Kinamu E. M., (2014), le rôle de l'éducation dans la croissance économique des pays en voie de développement, Afrique du Sud, 2014.
- O., (2013), Normes et Standards de qualité en éducation et de formation, Dakar 2013.
- SANGALA, C., (2013), Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : La méthode du Pr Messaoud Ould Mohamed Lahbib, Bamako, Mali, 2013.
- Barro, A. A., (2008), Politiques Publiques, école et gestion du personnel enseignant dans l'éducation de base au Sénégal. Ecole doctorale des sciences humaines et sociales, Bordeaux, Université Bordeaux II.